

Aujourd'hui

LE MAROC

Directeur de la publication : Saâd Benmansour

Quotidien d'information générale - 14^{ème} année - N°3446 - Mardi 30 juin 2015 - 13 Ramadan 1436 - Prix : 4 DH

Edito

Le Maroc et l'Arctique

L'obsession par le Maroc devient malade chez de nombreux organes de presse algériens. Nous avons toujours pensé, et c'est toujours le cas, que certaines divagations publiées dans une presse de caniveau chez notre voisin de l'Est ne méritent pas un grand intérêt. Cela dit, certaines accusations portées contre le Maroc et ses institutions bien qu'elles soient totalement loufoques restent graves. Dans le pseudo milieu journalistique algérien, certains parlent d'une manière totalement

Une rencontre est annoncée à Rabat le 8 août pour l'accélération de la mise en œuvre de ses dispositions

Constitution 2011 : Les MRE s'impatientent

■ *Un collectif de Marocains résidant à l'étranger lance une opération destinée à sensibiliser l'opinion publique et les institutions du Royaume à leur droit pour «bénéficier de la pleine citoyenneté».*

■ *Des MRE collectent des signatures avant d'envoyer une pétition au chef de gouvernement Abdel-Ilah Benkiran sur la question.*

■ *Une rencontre nationale est annoncée par le collectif à Rabat le 8 août prochain alors que plusieurs autres réunions ont été organisées ces derniers mois, notamment à Paris et Bruxelles.*



Une rencontre est annoncée à Rabat le 8 août pour l'accélération de la mise en œuvre de ses dispositions

Constitution 2011 : Les MRE s'impatientent

Mohamed Badrane
mbadrane@aujourd'hui.ma

Les responsables de l'Initiative veulent profiter du retour des Marocains du monde dans le Royaume pour leurs vacances d'été afin de relancer le débat sur les droits des MRE.

«Initiative dignité». C'est le nom donné par un collectif de Marocains résidant à l'étranger (MRE) à une opération destinée à sensibiliser l'opinion publique et les institutions du Royaume à leur droit pour «bénéficier de la pleine citoyenneté marocaine». Alors que le débat sur la représentativité des Marocains du monde, notamment au Parlement du Royaume, est passé au second plan, les associations des MRE veulent accélérer le processus de la mise en œuvre des nouvelles dispositions constitutionnelles en rapport avec les droits des Marocains établis à l'étranger. Dans le cadre de l'initiative «dignité», le collectif a déjà organisé plusieurs rencontres sur la question en Europe. Après une première réunion à Paris en mai dernier, les représentants du collectif se sont réunis à Bruxelles la semaine dernière. Au cours de cette dernière rencontre, il a été décidé d'adresser une pétition au chef de gouvernement, Abdel-Ilah Benkiran. «Les participants à la rencontre ont insisté sur l'importance des institutions chargées des intérêts des MRE en tant qu'acquis ainsi que la nécessité de la mise en œuvre des articles 16, 17, 18, 30 et 163 de la Constitution de 2011», annoncent les responsables du collectif. Une nouvelle rencontre est également annoncée, cette fois-ci au Maroc. Les responsables de l'Initiative veulent profiter du retour des Marocains du monde dans le Royaume pour leurs vacances d'été afin de relancer le débat sur les droits des MRE. La rencontre aura lieu à Rabat le 8 août prochain. Les organisateurs comptent convier à cet événement les institutions et les ministères concernés ainsi que le chef de gouvernement. «Nous lançons un appel aux partis politiques pour ouvrir un débat sur la question et entamer un dialogue avec les Marocains résidant à l'étranger», indique la même source. Pour le moment, la pétition lancée par le collectif n'a recueilli que quelques dizaines de signatures sur les réseaux

sociaux mais les initiateurs comptent aller jusqu'au bout de leur démarche. Pour rappel, différents partis politiques avaient dévoilé leurs visions pour une meilleure représentativité des Marocains du monde dans les instances élues durant les deux dernières années. Ce fut le cas notamment pour le parti de l'Istiqlal, l'Union socialiste des forces populaires (USFP) et le Parti de la justice et du développement (PID). Plusieurs formations comptent également des antennes dans plusieurs pays étrangers principalement en Europe comme le Parti authenticité et modernité (PAM) et le PID. Mais avec l'approche des élections communales et régionales, le débat sur la participation des MRE a baissé d'intensité. La rencontre du mois d'août sera probablement l'occasion pour le collectif de replacer leurs revendications dans l'ordre des priorités.

À noter que les revendications du collectif ne se limitent pas à la participation politique et la représentativité parlementaire. Il est également question du CCME (Conseil de la communauté marocaine à l'étranger).

“

Pour le moment, la pétition lancée par le collectif n'a recueilli que quelques dizaines de signatures sur les réseaux sociaux mais les initiateurs comptent aller jusqu'au bout de leur démarche.